

BulletinFrancoPaix

UQÀM

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 7, n° 6

JUIN 2022



Les sens de la consolidation de la paix en Afrique

Maxime Ricard et Bruno Charbonneau

Nouvelles et annonces

PAGES 6-7



Les sens de la consolidation de la paix en Afrique

Maxime Ricard et Bruno Charbonneau

Maxime Ricard

Chercheur Afrique de l'Ouest
Institut de recherche stratégique de
l'école militaire (France)

Chercheur associé
Centre FrancoPaix

Bruno Charbonneau

Professeur titulaire
Collège militaire de Saint-Jean
(Canada)

Directeur
Centre FrancoPaix



À PROPOS DE L'OUVRAGE

L'ouvrage collectif dirigé par Bruno Charbonneau et Maxime Ricard, intitulé *Routledge's Handbook of African Peacebuilding*, est paru le 31 mai 2022, aux éditions Routledge.

Dans le contexte de cette parution, les deux chercheurs offrent **quelques conclusions et pistes de réflexion**, dans ce numéro.

Cet ouvrage comprend des contributions de : Alexandra Novosselof, Arthur Stein, Marie-Joëlle Zahar, Niagalé Bagayoko, Eboe Hutchful, Marina Sharpe, Laurie Nathan, Tim Murithi, Ulrike Lühe, Briony Jones, Jeremy Allouche, Patrick Zadi Zadi, Nina Wilén, Jonathan M. Sears, Daniel Eizenga, Bruno Charbonneau, Peter Läderach, Marc-André Boisvert, Tatiana Smirnova, Grazia Pacillo, Alessandro Craparo, Ignacio Madurga, Ousmane Diallo, Louise Wiuff Moe, Festus Kofi Aubyn, Kuyang Harriet Logo, Fiifi Edu-Afful, Ruth Adwoa Frimpong, Maxime Ricard et Cyril Obi (dans l'ordre des chapitres).

[Pour en savoir plus et commander cet ouvrage](#)



La consolidation de la paix est au centre de luttes politiques autour de la paix à construire, à concevoir ou à promouvoir. Au-delà des enjeux et des pratiques institutionnelles, bureaucratiques, techniques et opérationnelles, la construction de la paix est contestée et intimement liée à la légitimité de l'ordre politique post-conflit.

Ainsi, les politiques et les pratiques de consolidation de la paix ne se contentent pas de répondre à un conflit, quelque part en Afrique. Ses acteurs produisent et constituent les objets et les sujets de leurs interventions, définissent le sens de la paix et contribuent ainsi à la constitution ou à la (re)production des États, de relations et structures de pouvoir et des paramètres légitimes de l'intervention internationale.

Le continent africain est donc au cœur de rapports de force et de structures de pouvoir globaux dont la consolidation de la paix ne peut s'extraire. Malgré les diverses tentatives d'effacer la dimension politique des défis institutionnels, la construction de la paix rencontre inévitablement la question de savoir pour qui elle est ou doit être réalisée.

Quelle paix et pour qui ?

Il y a eu depuis la fin de la guerre froide d'importantes avancées. À l'ONU, d'abord avec l'Agenda pour la paix de Boutros Boutros Ghali en 1992, qui a permis de conceptualiser le spectre de réponses allant de la prévention, au maintien de la paix, puis à la consolidation de la paix post-conflit. Au même moment, les efforts africains étaient revitalisés pour que le continent puisse se saisir souverainement des questions de paix et sécurité. Ainsi, les innovations mises en place dès 1992 par l'Organisation de

l'Union Africaine (OUA), puis particulièrement avec l'article 4 de l'acte constitutif de l'Union africaine (UA) de 2001, ont permis de donner un mandat explicite à cette dernière organisation pour la gestion des conflits.

Néanmoins, après plusieurs générations d'opérations de paix, certaines difficultés institutionnelles et opérationnelles demeurent. L'étude de l'évolution des pratiques onusiennes montre que le passage de la gestion de crise à la consolidation de la paix reste souvent trop rapide. Le développement des mandats multiplie les missions et les objectifs des opérations de maintien de la paix sans véritables résultats¹. La Somalie est régulièrement citée comme un exemple de partenariat encourageant, mais le Mali et la République centrafricaine démontrent les difficultés et les tensions. Là aussi, le partenariat entre l'ONU et l'UA reste limité par des contraintes structurelles. Les obstacles opérationnels tels que la nature sui generis des opérations conjointes et la pression financière sont des défis importants².

L'emploi de l'expression « solutions africaines aux problèmes africains » a symbolisé l'espoir (largement déçu jusqu'ici) d'une véritable prise en main par l'UA. L'un des défis demeure l'imaginaire spatial et historique Afrique qui nourrit les pratiques de consolidation de la paix, alors que la multitude d'acteurs, d'idées, de relations, de missions déterminent ses possibilités. Pour certains, l'évaluation de la « Pax Africana » ne peut être réalisée sans prendre en compte l'héritage colonial des relations et structures de pouvoir globales et la hiérarchie des réseaux de production des connaissances³. Étudier la consolidation de la paix en Afrique nécessite de s'intéresser à la centralité des expériences africaines, mais aussi à la centralité de l'expérience de l'Afrique dans le monde, de ces relations

entre dynamiques conflictuelles et gestion des conflits.

Un autre défi est celui des paramètres structuraux qui établissent les limites et cadrent les possibilités de la consolidation de la paix. En particulier, les liens entre le paradigme de la consolidation de la paix et celui du développement international produisent des logiques circulaires qui soutiennent et invitent à des interventions quasi-permanentes dans les sociétés et États africains. Le paradoxe est celui entre la version maximaliste des politiques de développement qui vise à renforcer les capacités de l'État, afin qu'il puisse assurer services publics, paix et sécurité, et le modèle néolibéral de l'État minimaliste qui doit couper dans les dépenses et les services au nom d'un capitalisme mondial et d'objectifs de croissance économique⁴.

Ce nexus paix-développement est d'autant plus paradoxal étant donné le défi de la crise climatique. Quel développement ou croissance économique, alors que le modèle issu de la révolution industrielle est à la source du changement climatique ? Cette crise est multidimensionnelle, incluant un élément moral majeur étant que les pays développés sont responsables du changement climatique et que l'Afrique en subira les pires effets. La crise climatique remet en question le modèle économique imposé à l'Afrique et ses fondements éthiques et moraux, sans oublier ses effets importants sur les dynamiques de conflit. Quelles seront les conséquences pour la théorie et les pratiques de consolidation de la paix ? Comment concilier la résilience des systèmes humains et celle des écosystèmes non-humains ? Le futur de la consolidation de la paix ne pourra éviter les défis et les menaces de la crise climatique⁵.

Ultimement, les pratiques de la consolidation de la paix et leur institutionnalisation



« Après plusieurs générations d'opérations de paix, certaines difficultés institutionnelles et opérationnelles demeurent. »

contribuent à une version particulière de la paix, qui peut être définie de manière autoritaire ou démocratique. En effet, historiquement, le lien est solide entre consolidation de la paix et démocratie en Afrique, alors que le second a contribué à la pérennité du premier⁶. Les dernières tendances, toutefois, sont peu encourageantes avec la perte de droits politiques et de libertés civiles, de nombreux coups d'État et un ralentissement de la promotion démocratique. Au niveau de la gestion des conflits, leur évolution suit les tendances générales. Par exemple, les médiations africaines affichent une préférence pour une gouvernance démocratique libérale et des accords de partage du pouvoir, mais la mise en œuvre met en évidence une nature illibérale et excluante⁷. Pour Thomas Kwesi Tieku, l'Union africaine (et les institutions multilatérales de manière générale) a d'abord répondu « aux besoins de la classe politique africaine ... qui a adopté les valeurs libérales comme fondement de la coopération internationale⁸ ».

Plusieurs exemples sont bien connus. Au Mali et en Somalie, l'accent a été mis sur le contre-terrorisme et la stabilité, au détriment de la refonte des institutions politiques⁹. Au Sud-Soudan, trop peu d'attention a été accordée à la justice et à la redevabilité, notamment pour tenir le gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan responsables des atrocités qu'ils ont commises¹⁰. En Gambie, la transition politique historique de l'élection de Adama Barrow n'a pas permis d'effacer l'héritage des pratiques

autoritaires¹¹. En Côte d'Ivoire, l'analyse des politiques du post-conflit démontre les limites importantes des programmes de stabilisation en tant que projets politiques, alors les élites politiques imposent leur vision particulière de la paix ivoirienne¹².

”

« Le futur de la consolidation de la paix ne pourra éviter les défis et les menaces de la crise climatique. »

L'absence de projet de société alternatif, d'inclusivité socio-économique et le renforcement de pratiques autoritaires, incluant par le biais d'interventions militaires contre-terroristes, perpétuent des ordres politiques et économiques s'appuyant sur des pratiques violentes. Ce tout participe à la fragmentation sociale et à la marginalisation de groupes ou de gens ordinaires dans les processus de consolidation de la paix. C'est le portrait et les défis futurs de la consolidation de la paix en Afrique.

Conclusion

Cyril Obi souligne l'importance des modèles et des pratiques qui ont tendance à réifier

et à légitimer l'autorité de l'État et les intérêts des élites, que celles-ci soient locales, régionales ou mondiales. La consolidation de la paix se caractérise par un ensemble d'actions techniques et managériales qui penche trop souvent vers le statu quo¹³. Comment, donc, pouvons-nous provoquer un changement de paradigme qui serait bénéfique à la majorité des citoyens africains ? Comment promouvoir la sortie de crise, la résolution des conflits et la consolidation de la paix devant les défis structurels ? Comment imaginer à nouveau la consolidation de la paix face au futur-déjà-présent de la crise climatique ?

Plusieurs signes révèlent les besoins et les demandes endogènes pour des changements structurels importants, pour une conceptualisation alternative de la (consolidation de la) paix qui inclut des ambitions d'émancipation sociale, de protection des droits des minorités, d'institutions démocratiques fortes, de transitions de pouvoir hors des mains de dirigeants autoritaires ou corrompus. Comme le relève Cyril Obi, ces mouvements se sont heurtés récemment aux forces du statu quo, entraînant parfois une répression féroce. Notre livre, issu d'un effort collectif, est une modeste contribution à ces combats.



Photo : Blindés onusiens en transit à Kampala, Ouganda.
Crédit photo : MONUSCO, janvier 2016



- 1 Alexandra Novosseloff, 2022.
- 2 Arthur Stein et Marie-Joelle Zahar, 2022.
- 3 Wai, Z., (2018a) « Africa in/and International Relations: An Introduction », dans De Heredia, M.I. and Wai, Z., (dir.) *Recentering African in International Relations: Beyond Lack, Peripherality, and Failure*. Cham: Palgrave MacMillan, pp. 1–30.
- 4 Jonathan Sears, 2022.
- 5 Bruno Charbonneau et al., 2022.
- 6 Daniel Eizenga 2022.
- 7 Laurie Nathan, 2022.
- 8 Thomas Kwesi Tieku, 2019.
- 9 Bruno Charbonneau et Louise Wiuff Moe, 2022.
- 10 Kuyang Harriet Logo, 2022.
- 11 Festus Kofi Aubyn, 2022.
- 12 Maxime Ricard, 2022.
- 13 Cyril Obi, 2022.



NOUVELLES ET ANNONCES

→ **Bruno Charbonneau et Maxime Ricard**

ont dirigé l'ouvrage collectif *Routledge Handbook of African Peacebuilding*, publié le 31 mai aux éditions Routledge. Niagalé Bagayoko, Marina Sharpe, Jonathan Sears, Daniel Eizenga, Marc-André Boisvert, Tatiana Smirnova et Ousmane Diallo font partie des auteur.e.s des chapitres de ce nouveau manuel.

→ **Adib Bencherif**

a participé au troisième épisode du balado *Expertises sur écoute* intitulé « Envers et contre tous : les guerres qui nous hantent ». Ce balado, diffusé le 16 juin, a été réalisé par l'Université de Sherbrooke.

→ **Niagalé Bagayoko**

était invitée au débat « Le Sahel face à la menace jihadiste » sur France 24 le 7 juin.

→ **Tatiana Smirnova**

signe l'article « Ideological Pillars of the Kremlin's Influence in the Sahel » paru dans le magazine *Manara*, du Cambridge Middle East and North Africa Forum, ainsi qu'une analyse publiée dans le 50e numéro du *Magazine Sans Frontières*. Elle est également intervenue le 3 juin auprès de la chaîne russophone indépendante Настоящее Время pour commenter la situation au Mali et le 3 juillet dans un reportage sur les liens entre le Mali et la Russie, pour l'émission d'ici Radio-Canada, Désautels le dimanche.



Photo : Général Ricardo Neves, commandant de la force MONUSCO, en visite à Matombo, RDC.
Crédit photo : MONUSCO, juin 2020

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, plus de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEURS ADJOINTS

Marc-André Boisvert

PhD, Postdoctorant, Centre FrancoPaix

Tatiana Smirnova

PhD, Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt,

Doctorant, Université du Québec à Montréal

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Melchisedek Chetima

Professeur adjoint, Université du Québec à Montréal

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

